



SCAN UT-67

NS

PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction des Collectivités Locales  
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

**ARRÊTÉ**

du 06 MARS 2017

mettant la société Georges SCHNEIDER & Fils en demeure de reconstituer les garanties financières pour la remise en état de la carrière située au lieu-dit "Hinterwald" à Bust

**Le Préfet de la Région Grand Est  
Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Est  
Préfet du Bas-Rhin**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-8, L.511-1, L.512-1, L.516-1, L.516-2 et R.516-1 à R.516-5 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières et notamment son article 12 ;

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 septembre 1997 autorisant l'exploitation de la carrière située au lieu-dit "Hinterwald" à Bust ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 mai 1999 prescrivant la constitution de garanties financières pour la remise en état de la carrière ;

VU l'acte de cautionnement solidaire du 19 octobre 2010 établi par la société OSEO Financement ;

VU le rapport, transmis à l'exploitant, de l'inspection des installations classées en date du 13 février 2017

CONSIDERANT que la société Georges SCHNEIDER & Fils a été autorisée à exploiter une carrière située au lieu-dit "Hinterwald" à Bust ;

CONSIDERANT que l'acte de cautionnement solidaire du 19 octobre 2010 établi par la société OSEO Financement a expiré le 29 septembre 2014 ; que la société Georges SCHNEIDER & Fils n'a pas transmis à la préfecture du Bas-Rhin une attestation de renouvellement des garanties financières actualisées au moins six mois avant leur échéance, en méconnaissance des dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 6 mai 1999 susvisé ; que les garanties financières pour la remise en état de la carrière située au lieu-dit "Hinterwald" à Bust ne sont plus constituées ;

CONSIDERANT que les garanties financières sont destinées à assurer la remise en état du site dans les conditions fixées par l'article 25 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 1997 susvisé et par l'article 12 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé ;

CONSIDERANT que l'obligation de disposer d'une garantie financière ne peut être levée qu'après constat, par un inspecteur des installations classées, de la réalisation des travaux de réhabilitation ;

CONSIDERANT que lorsque le site a été remis en état ou lorsque l'activité a été arrêtée, le préfet détermine, dans les formes prévues à l'article R.512-31 du code de l'environnement, la date à laquelle peut être levée l'obligation de garanties financières ;

CONSIDERANT qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables aux installations, le préfet met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'il détermine ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

### ARRETE

**Article 1<sup>er</sup> :** La société Georges SCHNEIDER & Fils, RCS Saverne TI 675 680 367 – 56 B 36, dont le siège social est situé au lieu-dit "Hinterwald" à Bust (67320), est mise en demeure, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, de reconstituer les garanties financières pour la remise en état de la carrière située au lieu-dit "Hinterwald" à Bust, dans les conditions fixées par les arrêtés ministériels du 9 février 2004 et du 31 juillet 2012 susvisés et dans les conditions fixées par les articles 2 (montant des garanties), 3 (modalités d'actualisation) et 4 (justification des garanties) de l'arrêté préfectoral du 6 mai 1999 susvisé.

**Article 2 :** Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de cette mise en demeure, il peut être, indépendamment des sanctions pénales encourues, fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

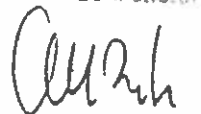
**Article 3 :** Conformément aux dispositions de l'article L.514-6 et de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Strasbourg. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté.

**Article 4 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin et la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Georges SCHNEIDER & Fils par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Bust.

Le Préfet,

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général



Christian RIGUET